



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de la réglementation et de l'environnement

## ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

**LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

DLPE / BENV / 2016 - 159 - 1

**ETERNIT**

**Décharge de déchets amiantés « Bellevue »**  
**71 600 PARAY-LE-MONIAL**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1,

VU l'arrêté préfectoral n°03/3334/2-3 du 4 novembre 2003 instituant des servitudes d'utilité publique sur l'emprise du site de stockage de déchets, situé rue de Bellevue à Paray-le-Monial,

VU l'arrêté préfectoral n°03/3332/2-3 du 4 novembre 2003 portant prescriptions relatives à la remise en état et au suivi de la décharge de déchets industriels, situé rue de Bellevue à Paray-le-Monial,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013037-0016 du 6 février 2013 prescrivant une surveillance du nombre de fibres d'amiante présentes dans l'air en limite de propriété du centre de stockage de déchets (secteurs A et B, « Kasba » et « Bellevue »), et demandant la justification du périmètre du centre de stockage de déchets aux abords des parcelles n°242, 372 et 373,

VU le rapport d'étude n°RDGACE01030-III du 28 mai 2015 établi par la société NUDEC – Groupe BURGEAP sur le secteur Bellevue, en vue de justifier le périmètre du centre de stockage de déchets industriels aux abords des parcelles n°242, 372 et 373,

VU le courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 30 juin 2015, demandant à l'exploitant d'indiquer le plan d'actions qu'il comptait mettre en œuvre vis-à-vis des conclusions et préconisations du rapport susvisé, ainsi que les délais associés de réalisation,

VU le courrier de relance de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 20 novembre 2015,

VU le courrier de réponse de l'exploitant du 23 novembre 2015, indiquant qu'il n'avait pas mené les investigations complémentaires préconisées,

VU l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du projet de mise en demeure par courrier en date du 09 mai 2016,

**CONSIDERANT** que le rapport d'étude susvisé ne permet pas de conclure avec certitude sur les délimitations de l'ancienne décharge sur le secteur « Bellevue », et préconise des investigations complémentaires sur différentes parcelles,

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas mené les investigations complémentaires préconisées, et qu'à ce jour, les délimitations de la décharge sur le secteur « Bellevue » ne sont toujours pas connues, alors que le délai accordé pour justifier le périmètre de la décharge est échu depuis mi-août 2013,

**CONSIDERANT** que le rapport d'étude susvisé indique une suspicion de présence de matériaux amiantés au-delà des parcelles n°242, 372 et 373, justifiant la poursuite des investigations à effectuer,

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2013 susvisé,

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ETERNIT de respecter les prescriptions dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Saône-et-Loire,

## ARRÊTE

### Article 1

La société ETERNIT, dont le siège social est situé 3 rue de l'Amandier à VERNOUILLET (78540), est mise en demeure, pour le centre de stockage de déchets industriels (secteur « Bellevue ») situé sur la commune de PARAY-LE-MONIAL (71600), de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2013 en justifiant, par tout moyen probant, le périmètre du site de stockage de déchets industriels sur le secteur « Bellevue », avant le 30 septembre 2016.

### Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 4 - Exécution et copies

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de l'arrondissement de Charolles, M. le maire de Paray-le-Monial, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le - 7 JUIN 2016

Le Préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Bachir BAKHTI